

La présente notice est confidentielle et ne doit être utilisée qu'à des fins internes. Le contenu ne peut être reproduit ou distribué auprès du public ou de la presse. Les lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires interdisent une telle distribution. Cette notice doit être lue conjointement avec le prospectus provisoire daté du 30 août 2018 (le «Prospectus») qui a été déposé auprès des commissions des valeurs mobilières ou des autorités similaires dans toutes les provinces et territoires. Rien ne garantit que les renseignements figurant aux présentes, bien qu'ils proviennent de sources que nous estimons fiables, sont exacts ou exhaustifs. La présente notice est fournie uniquement à titre informatif et elle ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat des titres qui y sont mentionnés. Aucune vente ni aucune offre visant l'achat de titres ne sera acceptée tant qu'un visa ne sera pas délivré pour le prospectus définitif. Les termes importants utilisés aux présentes, mais qui n'y sont pas définis, ont le sens qui leur est attribué dans le prospectus.



MAPLE LEAF SHORT DURATION 2018-II FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP
CATÉGORIE QUÉBEC

PORTEFEUILLE QUÉBEC – PLACEMENT MAXIMAL : 10 MILLIONS DE DOLLARS

\$25 PER UNIT

OBJECTIF DE PLACEMENT DU PORTEFEUILLE QUÉBEC

Procurer aux commanditaires de la catégorie Québec un placement dans un portefeuille diversifié d'actions accréditées de sociétés exploitant des ressources naturelles et engageant des dépenses admissibles principalement au Québec en vue de maximiser les avantages fiscaux d'un placement dans des parts de catégorie Québec et de procurer une plus-value du capital et/ou un revenu aux commanditaires de la catégorie Québec. **Les commanditaires de la catégorie Québec doivent être résidents du Québec ou être assujettis à l'impôt sur le revenu au Québec.**

Veuillez vous reporter au prospectus pour obtenir des détails sur le placement de parts du portefeuille national.

POINTS SAILLANTS DU PLACEMENT

Gestion de portefeuille d'une équipe chevronnée

- Craig Porter (Backer Wealth Management Inc.) compte plus de 30 ans d'expérience dans le secteur des marchés financiers canadiens. Il a géré ou cogéré plus de 900 millions de dollars dans des sociétés en commandite accréditées.

Placement accréditif de courte durée

- La Société s'engage à procurer des liquidités aux investisseurs après une période de détention d'environ 12 à 18 mois.

Des déductions fiscales intéressantes pour les investisseurs qui résident au Québec

- Au total, jusqu'à 129 % du placement initial devrait être déductible en 2018.

Portefeuille diversifié composé de titres du secteur des ressources naturelles susceptible de procurer une plus-value du capital et un revenu

- Un portefeuille diversifié intéressant axé sur les ressources naturelles composé principalement de sociétés spécialisées dans l'exploration, la mise en valeur et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire la production de certaines énergies renouvelables.
- La protection cible contre la chute des cours est de 60 % sur le placement initial (selon l'hypothèse d'une émission minimum et d'un taux marginal d'imposition de 53.3 %).

Liquidité

- Une opération de liquidité devrait être mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2019.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE D'EXPÉRIENCE



Craig Porter, CFA, B.A. – Gestionnaire de portefeuille et président de Backer Wealth Management Inc.

- Il compte plus de 30 ans d'expérience en placement dans les marchés financiers canadiens et été gestionnaire de portefeuille principal chez Front Street Capital de 2005 à 2017.
- À titre de gestionnaire principal ou de cogestionnaire chez Front Street Capital, M. Porter a géré ou cogéré plus de 900 millions de dollars dans des sociétés en commandite accréditées. En outre, il a géré les OPC d'actions et les OPC à revenu du secteur des ressources de la société.
- Ancien analyste en actions et gestionnaire de portefeuille chez Gestion Altamira Ltée de 1992 à 2005.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE QUÉBEC

Jeudi 6 septembre 2018 au 14h00 (HE). Composez le 416-216-4169 ou le 1-866-229-4144. Mot de passe : 6053171#.
Replay disponible jusqu'au 6 octobre 2018 au 1-888-843-7419. Mot de passe : 6053171#.

MEMBRES DU SYNDICAT

Banque Scotia

CIBC Financière Banque Nationale inc.

BMO Marchés des capitaux

GMP Valeurs Mobilières S.E.C. Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.

Corporation Canaccord Genuity Valeurs mobilières Desjardins Inc. Echelon Wealth Partners Inc. Placements Manuvie incorporée Raymond James Ltée.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

SOMMAIRE DU PLACEMENT

Émetteur :	Maple Leaf Short Duration 2018-II Flow-Through Limited Partnership (la « société en commandite »).
Titres offerts :	Parts de société en commandite de catégorie Québec (« parts de catégorie Québec ») et parts de société en commandite de catégorie nationale (« parts de catégorie nationale »); veuillez consulter le prospectus pour des détails.
Placement maximal :	Placement maximal – portefeuille Québec : 10 000 000 \$ (400 000 parts de catégorie Québec).
Placement minimal :	Placement minimal : 2 500 000 \$ (100 000 parts de catégorie Québec et/ou parts de catégorie nationale). Pour autant que le montant minimal soit augmenté à 200 000 parts de catégorie Québec, dans le cas où le placement minimal de parts de catégorie Nationale ne soit pas atteint.
Prix :	25,00 \$ la part.
Souscription minimale :	200 parts (5 000 \$). Des souscriptions supplémentaires peuvent être effectuées en multiple de une part.
Emploi du produit :	Il s'agit d'une mise en commun sans droit de regard. La société en commandite investira ses fonds dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives de sociétés spécialisées dans l'exploration, le développement et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire dans certaines sociétés de production d'énergie renouvelable.
Commandité :	Maple Leaf Short Duration 2018-II Flow-Through Management Corp. (le « commandité »)
Gestionnaire :	CADO Investment Fund Management Inc. (le « gestionnaire »)
Gestionnaire de portefeuille :	Backer Wealth Management Inc. (le « gestionnaire de portefeuille »)
Objectif de placement :	Procurer aux commanditaires de la catégorie Québec un placement dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives de sociétés exploitant des ressources naturelles et engageant des dépenses admissibles principalement au Québec en vue de maximiser les avantages fiscaux d'un placement dans des parts de catégorie Québec et de procurer une plus-value du capital et/ou un revenu aux commanditaires de la catégorie Québec Class Limited Partners.
Stratégie de placement :	Atteindre les objectifs de placement du portefeuille Québec au moyen d'une recherche fondamentale et quantitative, à la fois au niveau des sociétés et du secteur, et par la gestion active de portefeuilles diversifiés d'actions accréditatives de sociétés exploitant des ressources naturelles et qui : i) ont des actions inscrites à la cote d'une bourse nord-américaine; ii) ont des équipes de direction chevronnées qui ont fait leurs preuves et qui ont de l'expérience; iii) ont instauré des programmes d'exploration ou des programmes d'exploration, de mise en valeur et/ou de production solides; iv) ont des actions qui représentent une bonne valeur et qui offrent une possibilité de plus-value du capital ou de revenu; v) respectent certains autres critères figurant dans les lignes directrices en matière de placement.
Opération de liquidité :	Devrait être mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2019. Veuillez vous reporter à la rubrique « Opération de roulement avec un OPC » (ci-après).
Admissibilité de la société en commandite :	Les parts ne sont pas des placements admissibles aux fins des REER, des FERR, des RPDB, des REEE, des REEI ou des CELI.
Honoraires du commandité :	Au total, 2 % de la valeur liquidative de chaque catégorie, calculés et versés mensuellement.
Prime liée au rendement :	Le commandité aura droit à une prime liée au rendement à l'égard de chaque catégorie qui correspond à 20 % du produit : a) du nombre de parts de cette catégorie en circulation à la date de la prime liée au rendement; et b) de l'excédent de la valeur liquidative par part de cette catégorie à la date de la prime liée au rendement (avant de donner effet à la prime liée au rendement) plus le total des distributions par part de cette catégorie sur 28,00 \$.
Commission de vente :	3,50 % du prix par part.
Clôture initiale prévue :	octobre 2018.

OPÉRATION DE ROULEMENT AVEC UN OPC

➤ Afin de procurer aux commanditaires une liquidité et une possibilité de croissance du capital et du revenu à long terme, le commandité a l'intention de mettre en œuvre une opération de liquidité au plus tard le 31 décembre 2019. À l'heure actuelle, le commandité prévoit que l'opération de liquidité sera une opération de roulement avec un organisme de placement collectif. L'opération de liquidité sera mise en œuvre sur préavis d'au moins 60 jours aux commanditaires.

- Aux termes de l'opération de roulement avec un OPC, les commanditaires recevront des actions rachetables d'un OPC avec imposition reportée. Le fonds commun de placement ne paiera pas de frais de réacheminement sur ces actions.
- Le gestionnaire a créé la Catégorie de ressources Maple Leaf, une catégorie de titres de Société de fonds Maple Leaf Itée, une société de placement à capital variable constituée sous le régime des lois du Canada. Le portefeuille de la Catégorie de ressources Maple Leaf est géré par le gestionnaire de portefeuille, et il est prévu que cette catégorie sera l'OPC qui participera à l'opération de roulement avec un OPC, si elle est mise en œuvre.
- **La réalisation de l'opération de roulement avec un OPC ou de toute autre opération de liquidité nécessitera l'obtention de toutes les approbations requises.**



POINTS SAILLANTS DU PLACEMENT

Gestion de portefeuille d'une équipe chevronnée

- Craig Porter compte plus de 30 ans d'expérience en placement. Il a géré ou cogéré plus de 900 millions de dollars dans des sociétés en commandite accréditives. En outre, il a géré les OPC d'actions et les OPC à revenu du secteur des ressources de Front Street Capital.

Une déduction fiscale de 129 % en 2018

- Une déduction fiscale en 2018 pouvant atteindre 129 % du coût du placement.

Concentration sur le secteur des ressources naturelles

- Un portefeuille diversifié intéressant axé sur les ressources naturelles composé principalement de sociétés spécialisées dans l'exploration, le développement et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire la production de certaines énergies renouvelables. L'accent est mis sur des sociétés exploitant des ressources naturelles dont les équipes de direction sont expérimentées et qui peuvent procurer une plus-value du capital et un revenu. Le gestionnaire de placements choisira les actions des sociétés exploitant des ressources naturelles au moyen d'une recherche fondamentale et quantitative rigoureuse, à la fois au niveau des sociétés et du secteur, et gèrera activement le portefeuille de placements de la société en commandite.

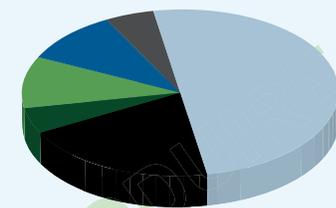
Gestion du risque et possibilité d'une plus-value du capital

- Une protection à hauteur de 60 % contre la chute du cours (selon l'hypothèse d'une émission minimum et d'un taux marginal d'imposition de 53.3 %).
- La « fraction à risques » correspond à 33 % du coût du placement (selon l'hypothèse d'une émission maximale).

Liquidity

- L'opération de roulement avec un OPC avec imposition reportée devrait être mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2019.

RÉPARTITION CIBLE DE L'ACTIF DU PORTEFEUILLE QUÉBEC*



■	MÉTAUX PRÉCIEUX 50 %
■	MÉTAUX DE BASE 20 %
■	PÉTROLE 10 %
■	GAZ 10 %
■	URANIUM 5 %
■	MATÉRIAUX EN VRAC 5 %

*sous réserve de ce qui est disponible au moment du placement.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE EXPÉRIMENTÉ

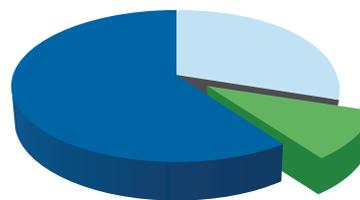


Craig Porter, CFA, B.A. – Gestionnaire de portefeuille et président de Backer Wealth Management Inc.

- Président et gestionnaire de portefeuille de Backer Wealth Management Inc., dont les services ont été retenus par le gestionnaire pour qu'elle agisse à titre gestionnaire de portefeuille de la Société. À titre de gestionnaire de portefeuille, M. Porter analyse les occasions de placement sur le plan des sociétés et du secteur afin de repérer des placements solides pouvant procurer une plus-value du capital.

- M. Porter compte plus de 30 ans d'expérience en placement et a été gestionnaire de portefeuille principal chez Front Street Capital de 2005 à 2017.
- À titre de gestionnaire principal ou de cogestionnaire chez Front Street Capital, M. Porter a géré ou cogéré plus de 900 millions de dollars dans des sociétés en commandite accréditives. En outre, il a géré les OPC d'actions et les OPC à revenu du secteur des ressources de la société.
- De 1992 à 2005, il est passé d'analyste en actions à gestionnaire de portefeuille auprès de Gestion Altamira Ltée et de Gestion de portefeuille Natcan inc., la société remplaçante.
- Durant son mandat chez Gestion Altamira Ltée, la société a remporté le prix *Precious Metals Equity Fund of the Year* dans le cadre des *Canadian Investment Awards de Morningstar*.

RÉPARTITION DES PLACEMENTS DIVERSIFIÉE IDÉALE SELON CRAIG PORTER



60%

Critères De Sélection

- Direction d'expérience
- Chef de file reconnu dans son domaine
- Bonnes perspectives de croissance
- Bilan solide

30%

Critères de croissance

- Candidat pour une OPA
- Actifs sous-évalués
- Dans une phase descendante
- Nouvelle équipe de direction

10%

Critères risque élevé/rendement élevé

- Les sociétés exploitant des ressources naturelles qui répondent à la majorité des critères qui précèdent, mais dont la croissance est ralentie par des facteurs comme des changements défavorables apportés à la loi, les étapes préliminaires d'exploration, etc

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ACCRÉDITIVE GÉRÉE PAR CRAIG PORTER

- Rhone 2004 Flow-Through Limited Partnership
- Rhone 2004 Oil & Gas Flow-Through Limited Partnership
- Rhone 2005 Flow-Through Limited Partnership
- Rhone 2005 Oil & Gas Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2005-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2006-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2007-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2008-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2009-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2009-II Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2010-I Flow-Through Limited Partnership

- Front Street 2010-II Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2011-I Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2011-II Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2012-I Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Front Street 2012-II Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2013-I Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Front Street 2013-II Flow-Through Limited Partnership
- Front Street 2014-I Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Front Street 2014-II Flow-Through Limited Partnership

LIGNES DIRECTRICES ET RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT

La société en commandite a élaboré certaines lignes directrices en matière de placement qui régissent les activités de placement liées au portefeuille Québec. Ces lignes directrices en matière de placement prévoient, entre autres, que le portefeuille Québec effectuera des placements en fonction des politiques et restrictions suivantes :

PORTEFEUILLE QUÉBEC TYPE DE PLACEMENTS

- Sociétés exploitant des ressources naturelles dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse.
- Sociétés exploitant des ressources naturelles dont la capitalisation boursière est d'au moins 10 millions de dollars.
- Placement dans une seule société exploitant des ressources naturelles.
- Placement dans une seule société exploitant des ressources naturelles dont la capitalisation boursière est inférieure à 10 millions de dollars.

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT

- 100% de la valeur liquidative à la date du placement.
- Au moins 50 % de la valeur liquidative à la date du placement.
- Au plus 20 % de la valeur liquidative à la date du placement.
- Au plus 10 % de la valeur liquidative à la date du placement.

APERÇU DU SECTEUR

Le gestionnaire de portefeuille estime que les secteurs des ressources continueront de générer des rendements solides à long terme, le faible prix actuel des marchandises et le sous-investissement qui en découle minant toujours les réseaux d'approvisionnement, alors que la demande a connu une croissance exponentielle en raison de l'émergence de nouveaux centres économiques ailleurs que dans les régions développées reconnues. Le déséquilibre qui en résulte ne sera corrigé qu'au fil du temps, la hausse générale des prix des marchandises servant de signal du marché. Durant la période d'avril à juillet 2018, le dollar américain (qui sert à fixer le prix de la plupart des produits de base) s'est apprécié d'environ 5 % par rapport à un ensemble de devises mondiales. Dans le passé, la demande pour les produits de base n'a pas été très touchée par de telles fluctuations monétaires. Toutefois, le gestionnaire de portefeuille estime que les sociétés exerçant leurs activités à l'extérieur des États-Unis, comme les producteurs de minéraux canadiens, verront leurs produits augmenter, car la majorité de leurs coûts demeurent en dollars canadiens alors que leurs produits s'expriment dans la devise américaine qui se raffermira. Une reconnaissance plus vaste des marchandises en tant que catégorie légitime de biens pourrait également augmenter les demandes d'investissement dans les marchandises de façon générale.

RESSOURCE MOTIFS DU PLACEMENT

ÉNERGIE Le gestionnaire de portefeuille prévoit que l'énergie nucléaire continuera de jouer un rôle important comme source d'énergie stable à grande échelle dans un avenir prévisible. Étant donné que l'énergie nucléaire est la seule source d'énergie de remplacement dont la technologie a fait ses preuves et qui affiche une rentabilité réelle, et ce, sans subvention, de nouvelles centrales nucléaires sont en cours de construction partout dans le monde, malgré l'opposition des groupes communautaires et de protection de l'environnement (voir Ux Consulting Company, « Uranium Market Outlook : Third Quarter 2017 »). Il faut souligner que la production d'énergie nucléaire n'émet pratiquement pas de dioxyde de carbone, ce qui devrait lui permettre d'être incluse dans la stratégie relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de tout gouvernement. Actuellement, il existe environ 40 nouveaux projets de construction de réacteurs commerciaux qui se réaliseront au cours des prochaines 10 à 15 années, ce qui alimente la croissance de la demande. Sur le plan de l'offre, la réduction de la production continue. Cameco Corp. a récemment annoncé la fermeture pour une période indéterminée de la mine McArthur River et d'autres installations produisant environ 11 % de l'approvisionnement mondial en uranium. Cette fermeture combinée à la réduction de la production des mines au Kazakhstan durant la dernière année font en sorte que plus de 20 % de l'approvisionnement mondial en uranium a été retiré des marchés. De plus, compte tenu du prix actuel de 25 \$ la livre de l'uranium, aucune raison économique ne justifie la mise en exploitation de nouvelles mines d'uranium au cours des prochaines années. Comme les conséquences négatives découlant de l'incident nucléaire de Fukushima au Japon s'amoincrissent au fil du temps, le gestionnaire de portefeuille croit que les paramètres fondamentaux à long terme du marché de l'uranium devraient se rétablir en temps opportun.

Les produits énergétiques se distinguent surtout par le fait qu'ils sont essentiellement non renouvelables. Une fois consommées, les unités d'énergie ne peuvent être aisément réutilisées ou recyclées. Compte tenu des ressources souterraines limitées et des besoins croissants en énergie, ainsi que de la croissance généralisée de l'économie, le gestionnaire de portefeuille croit qu'il sera de plus en plus difficile de conserver le statu quo. Il faut soit augmenter l'offre, soit rationner la demande. Plutôt que le résultat de spéculations effrénées, la hausse des prix des ressources énergétiques constitue tout simplement un avertissement pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Nous ne manquons pas d'énergie, mais plutôt d'énergie peu coûteuse.

Une fois commencée, la production de pétrole et de gaz naturel ne cesse de décliner. Par exemple, selon le rapport mensuel de juin 2018 de l'International Oil Energy Agency, à l'heure actuelle, la production annuelle de pétrole se chiffre à un peu moins de 98 millions de barils par jour. En raison de la baisse annuelle moyenne de 5 %, il faudra remplacer une production équivalant à 4,9 millions de barils par jour, soit 1,8 milliard de barils par année. La tâche est monumentale, et ce, même sans tenir compte de la croissance annuelle de la demande qui s'élève à environ 1 million de barils par jour. Il devient de plus en plus difficile de faire face à cet enjeu en raison du regain du mouvement de nationalisation des ressources et de l'influence grandissante des groupes de pression écologistes, qui limitent l'accès aux ressources inexploitées et augmentent les coûts d'exploitation des sociétés pétrolières. Le développement récent de l'huile de schiste en Amérique du Nord n'a fait que déplacer la distribution régionale de l'approvisionnement, sans modifier de façon fondamentale la situation générale de moyen à long terme. Le gestionnaire de portefeuille croit qu'étant donné que seuls quelques exportateurs satisfont à la demande mondiale en énergie, toute perturbation – géopolitique ou autre – de la production pourrait entraîner des hausses subites des prix de l'énergie. Même si le rythme de la croissance de la demande a ralenti, la croissance de l'offre globale demeure lente et l'équilibre du marché demeure très fragile. En diminuant la production de 2016 à 2018, l'OPEP a obtenu le résultat escompté : les réserves de pétrole à l'échelle mondiale sont revenues à des niveaux plus faciles à gérer cette année, créant ainsi un effet positif sur le prix du pétrole. Les pays membres de l'OPEP recommencent à augmenter graduellement leur production de manière appropriée. Cette reprise de la production pourrait être ralentie en 2019 puisque les États-Unis menacent à nouveau d'imposer des sanctions et un embargo pétrolier visant l'Iran à compter du 4 novembre 2018. La production de gaz naturel nord-américain demeurera quant à elle probablement à l'intérieur de la fourchette actuelle jusqu'à ce que l'effet de la production en hausse de gaz de schiste puisse être absorbé par la demande croissante en énergie et de l'industrie. Ce processus est en cours depuis 2002. Compte tenu des signes de baisse des dépenses et de la diminution du nombre d'appareils de forage de gaz naturel, les prix du gaz naturel sont descendus à leur plus bas et amorcent un processus qui leur permettra de s'établir dans une fourchette plus élevée à long terme. L'essor rapide de l'exportation du gaz naturel liquéfié de l'Amérique du Nord pourrait également avoir un effet favorable sur les prix à moyen terme.

Le charbon est une autre source d'énergie importante. Grâce aux techniques d'extraction avancées, le charbon maintient son rôle prépondérant dans la chaîne d'énergie en raison de ses prix compétitifs. Il reste encore un grand nombre de réserves de charbon dans le monde, toutefois, la production du charbon a été réduite par suite de restrictions d'ordre environnemental, d'inondations, de pénuries d'électricité et de restrictions des infrastructures. La croissance constante de la production d'électricité crée, à long terme, un contexte favorable à la demande de charbon thermique.

MÉTAUX PRÉCIEUX L'or et d'autres métaux précieux sont utilisés à des fins variées dans l'économie actuelle, mais, fondamentalement, leur vocation première consiste à servir de couverture durant les périodes d'incertitude comme la guerre, la famine, la récession, les crises financières et les fluctuations monétaires. Compte tenu des nombreux problèmes auxquels sont confrontés les investisseurs à l'heure actuelle, qu'il s'agisse de problèmes géopolitiques ou de problèmes liés à la volatilité du marché, cette fonction de « valeur refuge » acquiert une importance encore plus grande, comme en fait foi la popularité croissante des fonds cotés en bourse investissant directement dans l'or. Selon le GFMS Annual Gold Survey 2017, comme la production peine à croître en raison de la diminution des teneurs et de l'augmentation des coûts, environ 29 % de la demande annuelle en or est actuellement comblée grâce à des ressources en surface. Par conséquent, le prix de l'or devient de plus en plus sensible à la perception qu'ont les investisseurs des risques. La reprise graduelle de l'économie mondiale au cours des dernières années et la hausse graduelle des taux d'intérêt qui en a résulté agiront comme contrepoids à la valeur de l'or à court terme, mais la liquidité demeure élevée et la plupart des pays industrialisés continuent de dépenser au-delà de leurs moyens, préparant ainsi le terrain pour une éventuelle hausse à venir du cours de l'or.

APERÇU DU SECTEUR (SUITE)

En effet, dans son rapport 2018 Sovereign Borrowing Outlook, l'OCDE a émis un commentaire selon lequel « près d'une décennie après l'éclatement de la crise financière, les dettes souveraines demeurent à des niveaux historiquement élevés alors que les ratios élevés du service de la dette représentent un défi de taille dans un contexte de politiques budgétaires expansionnistes dans la plupart des pays de l'OCDE ». Le gestionnaire de portefeuille croit que la valeur de l'or pourrait s'apprécier si un marché émergent qui se trouve dans une situation politique précaire avec d'importantes dettes en devises étrangères manque à ses obligations. Au cours des dernières années, les producteurs d'or ont réagi avec dynamisme aux divers problèmes opérationnels et ont cherché à améliorer le rendement dans le contexte actuel du prix de l'or, ce qui augure bien pour leur rendement lorsque les produits de base repartiront à la hausse. Après avoir passé plus d'une décennie à réduire leurs dépenses d'exploration, de nombreux grands producteurs constatent que leurs réserves d'or s'épuisent rapidement. Les sociétés ressentent maintenant le besoin urgent de regarnir leur chaîne de production, ce qui serait profitable pour les sociétés d'exploration et les sociétés minières en démarrage. Ironiquement, l'engouement récent pour les cryptomonnaies démontre qu'il y a clairement une forte demande pour les véhicules de réserve de valeur qui ne sont pas soumis aux caprices des gouvernements et des banques centrales.

MÉTAUX COMMUNS, EN VRAC ET AUTRES MATÉRIAUX La demande en métaux communs est plus sensible à l'état actuel de l'économie mondiale que d'autres marchandises. Dans cet esprit, il importe de ne pas trop exagérer l'influence exercée par les États-Unis sur la demande en métaux. Selon la London Metal Exchange et la Economist Intelligence Unit, même si les États-Unis demeurent un gros consommateur de métaux communs, l'importance des pays en voie de développement, la Chine, plus particulièrement, est actuellement bien plus considérable. Le gestionnaire de portefeuille prévoit qu'une reprise économique graduelle à l'échelle mondiale devrait avoir des répercussions favorables sur la demande en métaux communs; toutefois, son incidence variera par rapport aux différents métaux. Ainsi, devant la nécessité permanente de construire des infrastructures dans les pays en voie de développement, (et ses principaux composants : le charbon cokéifiable et le minerai de fer) la demande en acier demeure forte. Même si la production mondiale d'acier a augmenté depuis 2009, selon la World Steel Organization, le marché du charbon cokéifiable demeure relativement bien équilibré. En effet, Wood Magazine, une importante société d'experts-conseils en produits de base à l'échelle mondiale, a déclaré dans son rapport de mai 2018 qu'une « forte demande mondiale en fer, en acier et en coke ainsi que la croissance timide de l'offre de charbon maintiendront les prix bien au-dessus des coûts marginaux pour le reste de l'année jusqu'en 2019 ». Au cours de la dernière année, la production de minerai de fer a repris dans la fosse du Labrador, au Québec, pour répondre à la demande mondiale. Les stocks de métaux communs sont généralement faibles par rapport à la consommation, ce qui est de bon augure pour une reprise éventuelle lorsque l'économie mondiale reprendra sa forte croissance. Le gestionnaire de portefeuille s'attend à ce que des occasions d'investissement se présentent dans certains marchés de métaux communs qui font face à des déficiences structurelles. Il semble probable que les répercussions favorables de cette interdiction se feront sentir dans les prochaines années, puisque des prélèvements sont constamment effectués sur les stocks. Il est prévu que les marchés mondiaux du cuivre se retrouveront dans une situation déficitaire après 2020. La demande mondiale en cuivre continue de croître, et l'arrivée des véhicules électriques devrait également stimuler la demande pour certains métaux. De l'avis du gestionnaire de portefeuille, le zinc se trouve dans une situation encore plus précaire en raison de la diminution considérable des stocks au cours des dernières années pour satisfaire à la demande. Cette situation devrait perdurer encore plusieurs années, car très peu de nouvelles mines de qualité sont prévues en vue de remplacer celles en déclin. Récemment, le président américain, M. Donald Trump, s'est fait menaçant et a imposé des tarifs douaniers à bon nombre des partenaires commerciaux mondiaux de son pays, tout particulièrement la Chine. Reste à voir si ces sanctions seront maintenues pour une longue période ou si elles ne constituent qu'un outil stratégique visant à négocier de nouvelles ententes commerciales. Toutefois, une véritable guerre commerciale entre les deux plus importantes économies de la planète pourrait avoir des incidences défavorables sur la croissance mondiale et la demande en métaux communs.

PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS

Un placement dans les parts de catégorie Québec comportera un certain nombre de répercussions fiscales pour le souscripteur éventuel. Le commanditaire a rédigé l'exposé suivant afin d'aider les souscripteurs éventuels à évaluer les répercussions fiscales qui leur sont applicables en raison de l'acquisition, de la détention et de la disposition de parts de catégorie Québec; cet exposé n'est pas fondé sur un avis comptable ou juridique indépendant. L'exposé vise à illustrer certaines répercussions fiscales pour les souscripteurs qui sont des particuliers résidents canadiens (sauf des fiducies) qui ont acquis 5 000 \$ de parts de catégorie Québec (200 parts de catégorie Québec) dans la société en commandite et qui continueront à détenir leurs parts dans la société en commandite jusqu'au 31 décembre 2019. **Ces illustrations ne sont que des exemples, et les déductions fiscales réelles peuvent être très différentes. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » dans le prospectus. Le moment de ces déductions peut également varier par rapport à ce qui est indiqué dans le tableau. Pour connaître les principaux aspects financiers ayant trait au portefeuille national, se reporter au prospectus.**

EXEMPLE DE DÉDUCTIONS FISCALES POUR LE PORTEFEUILLE QUÉBEC

	PLACEMENT MINIMAL			PLACEMENT MAXIMAL		
	2018	2019 et au-delà	Total	2018	2019 et au-delà	Total
Placement initial	5 000 \$	- \$	5 000 \$	5 000 \$	- \$	5 000 \$
Crédits d'impôt à l'investissement (« CII ») gagné sur les FEC (100 % des FEC engagés sont admissibles au CII de 15 %)²⁾	675 \$	- \$	675 \$	675 \$	- \$	675 \$
Déductions fiscales						
FEC ^{1), 2)} :	4 500 \$	- \$	4 500 \$	4 500 \$	- \$	4 500 \$
Autres déductions ^{1), 3), 4)} :	84 \$	586 \$	670 \$	69 \$	527 \$	596 \$
	4 584 \$	586 \$	5 170 \$	4 569 \$	527 \$	5 096 \$
Inclusion du revenu de CII (la valeur du CII est incluse dans le revenu imposable de l'année 2)	- \$	(675 \$)	(675 \$)	- \$	(675 \$)	(675 \$)
Total des déductions fiscales^{5), 6), 7), 8)}	4 584 \$	(89 \$)	4 495 \$	4 569 \$	(148 \$)	4 421 \$

AVANTAGES FISCAUX DU FÉDÉRAL ET DU QUÉBEC POUR LE PARTICULIER DU QUÉBEC EN SUPPOSANT QUE 75 % DES FONDS DISPONIBLES DU PORTEFEUILLE QUÉBEC SONT INVESTIS DANS DES FEC ENGAGÉS AU QUÉBEC

	PLACEMENT MINIMAL			PLACEMENT MAXIMAL		
	2018	2019 et au-delà	Total	2018	2019 et au-delà	Total
Placement	5 000 \$	- \$	5 000 \$	5 000 \$	- \$	5 000 \$
Économies d'impôt grâce aux déductions^{10), 11)}						
Fédéral	(1 263 \$)	(161 \$)	(1 424 \$)	(1 259 \$)	(145 \$)	(1 404 \$)
Québec	(1 311 \$)	(151 \$)	(1 462 \$)	(1 307 \$)	(136 \$)	(1 443 \$)
Impôt sur les gains en capital ⁹⁾	0 \$	38 \$	38 \$	0 \$	23 \$	23 \$
CII fédéral (après impôt)	(489 \$)	- \$	(489 \$)	(489 \$)	- \$	(489 \$)
Total des charges fiscales nettes (économies)	(3 062 \$)	(274 \$)	(3 336 \$)	(3 055 \$)	(258 \$)	(3 312 \$)
Fraction à risques ⁹⁾			1 664 \$			1 688 \$
Seuil de rentabilité du produit de disposition ¹²⁾			2 004 \$			2 033 \$
Protection contre la chute du cours ^{5), 16)}			60 %			59 %
Déductions équivalentes minimales exprimées en pourcentage de l'investissement initial ^{13), 14)}			128,7 %			127,3 %

(Voir les notes et hypothèses à la page suivante)

PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS (SUITE)

NOTES ET HYPOTHÈSES : Les calculs qui précèdent se fondent sur les estimations et les hypothèses décrites à la rubrique « Notes et hypothèses » figurant dans le prospectus qui fait partie intégrante de l'exposé. Veuillez vous reporter aux « Notes et hypothèses » sous la rubrique « Principaux aspects financiers » dans le prospectus pour obtenir le texte intégral des estimations et hypothèses sous-jacentes aux calculs qui précèdent.

(1) Pour le Portefeuille Québec, les calculs supposent que seules les Parts de Catégorie Québec ont été vendues (c'est-à-dire qu'aucune Part de Catégorie Nationale n'est en circulation). Les calculs supposent également que les frais de l'Offre sont de 100 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 200 000 \$ dans le cas du placement maximal, que les honoraires du Commanditaire sont de 90 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 180 000 \$ dans le cas du placement maximal, que les dépenses d'exploitation et d'administration sont de 230 500 \$ dans le cas du placement minimal et de 285 000 \$ dans le cas du placement maximal sur la durée de vie de la Société, et que tous les Fonds Disponibles (4 500 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 9 000 000 \$ dans le cas du placement maximal; voir « Emploi du Produit » dans le Prospectus) sont investis dans les Actions Accréditives de sociétés de Ressources naturelles qui, à leur tour, engagent ces montants au titre de FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la Société avec une date de prise d'effet en 2018 et attribué à un Commanditaire de catégorie Québec (défini à la rubrique « Incidences fiscales du Québec » dans le Prospectus) et déduit par ce dernier en 2018. Aucune partie des frais engagés par la société en commandite relativement au portefeuille Québec ne sera acquittée au moyen de fonds empruntés par la société en commandite.

(2) Il est supposé qu'en 2018, 100 % des Fonds Disponibles dépensés pour acquérir des Actions Accréditives de sociétés de Ressources naturelles qui engagent des Dépenses Admissibles à l'intérieur et à l'extérieur du Québec permettront aux Commanditaires de bénéficier du crédit d'impôt à l'investissement fédéral non remboursable à sa disposition correspondant à 15 % dépenses minières déterminées pour ce qui est de certains FEC miniers « réels » engagés par une société de Ressource naturelle en 2018 et qui ont fait objet d'une renonciation aux termes de Conventions de Placement conclues au plus tard en décembre 2018. Il est supposé que le Commanditaire sera assujéti à l'impôt sur la récupération du crédit d'impôt à l'investissement en 2019 (sauf aux fins de l'impôt provincial au Québec). Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes » dans le Prospectus.

(3) Ces montants concernent les coûts engagés par la société en commandite, y compris la rémunération des placeurs pour compte et les frais du placement (y compris les frais de déplacement et de vente, dont les taxes et impôts), et certains autres frais d'exploitation et d'administration estimatifs ainsi que les honoraires du Commanditaire (voir la Note (1) ci-dessus). Dans la mesure où ces frais sont financés au moyen de la facilité de prêt du portefeuille national (y compris la quote-part des frais financés au moyen de la réserve d'exploitation à payer par le portefeuille national), le montant en capital impayé et l'intérêt sur celui-ci constitueront un montant à recours limité de la société en commandite et des commanditaires. En règle générale, ces frais ne seront pas déductibles par la société en commandite tant que le montant emprunté n'aura pas été remboursé, remboursement qui, selon les calculs, devrait avoir lieu en 2019 et avant la clôture d'une opération de liquidité ou la dissolution de la société en commandite, selon la première éventualité. Les frais seront alors réputés avoir été engagés à hauteur du montant remboursé. Les deux calculs supposent que la société en commandite réalisera suffisamment de gains en capital pour lui permettre d'acquitter les frais d'exploitation et d'administration en excédent des frais financés au moyen de la réserve d'exploitation.

(4) Sous réserve de la note (3), la rémunération des placeurs pour compte et les Frais du placement sont déductibles aux fins de la Loi de l'impôt au taux de 20 % par année.

(5) Suppose qu'aucune tranche du prix de souscription des parts ne sera financée par un montant à recours limité.

(6) Un Commanditaire ne peut demander de déductions fiscales en excédent de sa fraction « à risques » des Commanditaires.

(7) Les calculs supposent que le Commanditaire n'est pas assujéti à l'impôt minimum de remplacement. Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes » dans le Prospectus.

(8) Les montants des déductions fiscales, du revenu ou du produit de disposition à l'égard d'un souscripteur particulier seront vraisemblablement différents de ceux indiqués précédemment.

(9) Les calculs supposent que des gains en capital sont réalisés à la vente d'actifs de la société en commandite en vue d'acquitter les frais d'exploitation et d'administration en excédent des frais d'exploitation, tel qu'il est décrit à la note 3). Le tableau ne tient pas compte de l'impôt sur les gains en capital payable à la disposition des parts ou des actions de l'organisme de placement collectif par les commanditaires.

(10) Les calculs supposent que 75 % des Fonds Disponibles seront investis dans des Actions accréditives émises par des sociétés de Ressources naturelles engageant des FEC 100 % dans la province de Québec (les « Fonds éligibles de catégorie Québec »), et qu'un Commanditaire de catégorie Québec aura droit à une déduction supplémentaire de 10 % à l'égard de certains FEC et une autre déduction supplémentaire pour ce qui est de certaines dépenses d'exploration pétrolière et gazière ou d'exploration à ciel ouvert engagé dans la province de Québec. Aux fins de nos calculs des résultats, nous avons supposé que 50% des Fonds éligibles de catégorie Québec auront droit à la déduction supplémentaire de 20 %, et que 50% auront droit à la déduction supplémentaire de 10 %. Il est supposé que le revenu de placement d'un commanditaire du Québec excédera ses frais de placement pour une année donnée. À ces fins, les frais de placement incluent certains intérêts et certaines pertes déductibles de la société en commandite attribués à ce commanditaire et 50 % des FEC (sauf les FEC engagés au Québec) ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite puis ayant été attribués au commanditaire en question et déduits par ce dernier aux fins de l'impôt du Québec. Si les frais de placement du commanditaire du Québec devaient excéder son revenu de placement pour une année donnée, l'excédent ne serait pas déductible pour cette même année aux fins de l'impôt du Québec, mais il pourrait être porté en réduction du revenu de placement gagné au cours de l'une des trois années d'imposition précédentes ou au cours de toute année d'imposition subséquente, dans la mesure où le revenu de placement est supérieur aux frais de placement correspondants pour l'année visée.

(11) **Les calculs supposent un taux marginal d'imposition fédéral de 27,56 % pour les résidents du Québec et un taux d'imposition marginal provincial au Québec de 25,75 % pour le Portefeuille Québec.** Les économies d'impôt sont calculées en multipliant le total estimatif des déductions d'impôt sur le revenu pour chaque année par le taux marginal d'imposition hypothétique pour l'année visée. Cette illustration suppose que le souscripteur a un revenu suffisant de sorte que les économies d'impôt illustrées seront réalisées au cours de l'année indiquée.

(12) Dans le calcul de l'impôt sur les gains en capital et du seuil de rentabilité du produit de disposition aux fins de l'impôt provincial du Québec, il est supposé que le Commanditaire de la catégorie Québec qui est un particulier a dans son compte de Dépenses (défini à la rubrique « Incidences fiscales du Québec » dans le Prospectus) un montant suffisant pour lui permettre de se prévaloir d'une exonération en vertu de la Loi de l'impôt du Québec pour la totalité du gain en capital imposable lié aux placements effectués au Québec qu'il a réalisés au moment de la disposition de son placement initial.

(13) La déduction équivalente minimale est calculée comme la somme i) de la déduction fiscale nette (au fédéral et au Québec, s'il y a lieu) et ii) du CII gagné sur les FEC divisé par le taux marginal d'imposition (au fédéral et au Québec, s'il y a lieu). Cela représente la valeur des déductions fiscales qui procureraient les mêmes économies d'impôt pour les investissements indiqués exprimés en pourcentage de l'investissement initial, soit 5 000 \$.

(14) Le seuil de rentabilité du produit de disposition représente le montant qu'un souscripteur doit recevoir de sorte que, après avoir payé l'impôt sur les gains en capital, il récupérera sa fraction à risques (la somme en jeu). L'impôt sur les gains en capital est calculé en fonction de l'hypothèse selon laquelle le prix de base rajusté du placement est nul et 50 % du gain du souscripteur fait l'objet du taux marginal d'imposition hypothétique de 50 %. Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes » dans le Prospectus.

(15) Les calculs ne tiennent pas compte de la valeur du rendement de l'argent. Tout calcul de la valeur actuelle devrait prendre en compte le moment des flux de trésorerie, la situation fiscale actuelle et future du souscripteur et toute variation de la valeur marchande des portefeuilles, facteurs que le commanditaire ne peut estimer avec précision actuellement.

(16) On calcule la protection contre la chute du cours en soustrayant du coût du placement initial le seuil de rentabilité du produit de disposition et en divisant le résultat par le coût du placement.

ÉQUIPE DE GESTION CHEVRONNÉE

L'équipe de direction du commandité est composé du groupe suivant de spécialistes chevronnés, et chacun d'eux a une réputation bien établie au sein du secteur des services financiers canadiens et dans la gestion de placements dans les ressources énergétiques.



HUGH CARTWRIGHT, B.COMM – PRÉSIDENT DU CONSEIL ET ADMINISTRATEUR

- Président, associé directeur et administrateur de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd., promoteur du placement et société mère du commandité.
- M. Cartwright a obtenu de la University of Calgary un baccalauréat en commerce et s'est spécialisé en finance.



SHANE DOYLE, B.A., M.B.A. – PRÉSIDENT, CHEF DE LA DIRECTION ET ADMINISTRATEUR

- Associé directeur et administrateur de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd.
- M. Doyle compte une vaste expérience en matière de services de conseils financiers aux entreprises, d'expansion des affaires, de gestion des relations avec la clientèle et de supervision du territoire.
- M. Doyle a obtenu une maîtrise en administration des affaires de la St. Mary's University à Halifax en 1988.



CRAIG PORTER, CFA, BA – GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE ET ADMINISTRATEUR

- Président et gestionnaire de portefeuille de Backer Wealth Management Inc., dont les services ont été retenus par le gestionnaire pour qu'elle agisse à titre gestionnaire de portefeuille de la Société. À titre de gestionnaire de portefeuille, M. Porter analyse les occasions de placement sur le plan des sociétés et du secteur afin de repérer des placements solides pouvant procurer une plus-value du capital.
- M. Porter compte plus de 30 ans d'expérience en placement et a été gestionnaire de portefeuille principal chez Front Street Capital de 2005 à 2017. De 1992 à 2005, il est passé d'analyste en actions à gestionnaire de portefeuille auprès de Gestion Altamira Ltée et de Gestion de portefeuille Natcan inc., la société remplaçante.
- M. Porter est titulaire d'un baccalauréat ès arts en commerce et en économie de l'Université de Toronto et il est analyste financier agréé.



JOHN DICKSON, CGA, B.A. – CHEF DES FINANCES

- Chef des finances de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd.
- M. Dickson compte plus de 15 années d'expérience à des postes de gestion financière, de comptabilité et de communication de l'information en valeurs mobilières et encadre les services de comptabilité administrative et de communication de l'information nécessaires pour les sociétés en commandite accréditives.
- M. Dickson est comptable général accrédité et titulaire d'un baccalauréat en administration de l'université Lakehead en Ontario.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE CHOISIS

Les présents titres sont de nature spéculative. Il s'agit d'une mise en commun sans droit de regard. Un placement dans la société en commandite ne convient qu'aux souscripteurs qui peuvent assumer la perte de la totalité ou d'une partie de leur placement. Rien ne garantit qu'un placement dans les parts procurera un rendement positif, s'il en est. Rien ne garantit non plus que le commandité sera en mesure de repérer un nombre suffisant d'émetteurs prêts à émettre des actions accréditives afin de permettre au portefeuille Québec d'engager la totalité de ses fonds disponibles d'ici le 31 décembre 2018. Par conséquent, il se peut que le capital soit remboursé aux commanditaires de la catégorie Québec, qui pourraient ne pas être en mesure de réclamer les déductions d'impôt prévues.

En vertu d'une initiative proposée par le gouvernement libéral visant à réduire progressivement les subventions à l'industrie des combustibles fossiles qui comprends une instruction au ministre des Finances d'élaborer des propositions permettant les déductions de FEC seulement dans les cas de travaux d'exploration infructueux, les avantages fiscaux en vertu de la Loi de l'impôt associé à un placement dans des actions accréditives peuvent être réduits ou éliminés.

Pour obtenir des renseignements complets, notamment des renseignements additionnels sur les facteurs de risque, veuillez vous reporter au prospectus.

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

DATE	ÉVÉNEMENT
➤ Octobre 2018 :	Clôture initiale estimée.
➤ Au plus tard le 31 mars 2019 :	Les commanditaires reçoivent leur relevé provincial RL-15 et leur relevé fédéral T5013 aux fins de l'impôt.
➤ Le, ou vers le 31 décembre 2019 :	Le commandité a l'intention de mettre en œuvre une opération de liquidité.
➤ Dans un délai de 60 jours de la réalisation de l'opération de liquidité :	Des actions de l'organisme de placement collectif sont distribuées après le transfert des actifs de la société en commandite à l'OPC, si une opération de roulement avec un OPC est mise en œuvre.
➤ Le, ou vers le 31 décembre 2020 :	Si une opération de liquidité n'est pas mise en œuvre, la société en commandite sera dissoute, à moins que les commanditaires n'approuvent, par résolution extraordinaire, la poursuite des activités de la catégorie avec un portefeuille géré activement.

COORDONNÉES DES MEMBRES DU SYNDICAT

Banque Scotia

Services bancaires d'investissement

Robert Hall 416-933-2624
Matthew Jones 416-865-2046
Nicole Paul 416-863-3967

Marchés des capitaux propres

Nikita Tziavas 416-863-3727
Chris Kennedy 416-863-7799
Stacy Um 416-863-7771

CIBC

Valerie Tan
416-956-3976

Financière Banque Nationale Inc.

Gavin Brancato
416-869-7568

BMO Marchés des capitaux

Robin Tessier
416-359-8245

GMP Valeurs Mobilières S.E.C.

Paul Bissett
416-943-6160

Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.

Richard Kassabian
416-864-2634

Corporation Canaccord Genuity

Ron Sedran
416-869-3198

Valeurs mobilières Desjardins Inc.

Nikolas Javaheri
519-985-3536

Echelon Wealth Partners Inc.

Beth Shaw
647-484-8285

Placements Manuvie incorporée

David MacLeod
604-687-1666

Raymond James Ltée

Graham Fell
416-777-7187

Valeurs mobilières Banque

Laurentienne inc.

Tyler Wirvin
204-942-7637

PRÉSENTATIONS LOCALES

Si vous souhaitez que Maple Leaf Short Duration 2018-II Flow-Through organise une présentation dans votre localité, veuillez communiquer avec votre service de syndication ou avec Stacy Um de Banque Scotia au 416-863-7771 ou à stacy.um@scotiabank.com.



609, rue Granville, bureau 808, Vancouver (C.-B.) V7Y 1G5

Tél. : 604.684.5750 ou 1.866.688.5750 Téléc. : 604.684.5748 Courriel : info@MapleLeafFunds.ca

www.MapleLeafFunds.ca